



Groupe BIAT

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2019

Mars 2020



F.M.B.Z KPMG TUNISIE
6, Rue du Riyal - Immeuble KPMG
Les Berges du Lac - 1053 Tunis
Tél : +216 71 19 43 44
Fax : +216 71 19 43 20
RC : B148992002 - MF : 810663 T/A/M/000
www.kpmg.com/tn



Société d'expertise comptable
Inscrite au Tableau de l'Ordre
Immeuble International City Center - Tour des
bureaux - Center Urbain Nord - 1082 Tunis - Tunisie
Tél (LG) : +216 70 72 84 50
Fax : +216 70 72 84 05
RC : B1114411996 - MF : 048096 HAM 000
Email : administration@finor.com.tn

SOMMAIRE

	Page
I- RAPPORT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	3
II- ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	11

I- RAPPORT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES



F.M.B.Z KPMG TUNISIE
6, Rue du Riyal - Immeuble KPMG
Les Berges du Lac - 1053 Tunis
Tél : +216 71 19 43 44
Fax : +216 71 19 43 20
RC : B148992002 - MF : 810663 T/A/M/000
www.kpmg.com/tn



Société d'expertise comptable
Inscrite au Tableau de l'Ordre
Immeuble International City Center - Tour des
bureaux - Center Urbain Nord - 1082 Tunis - Tunisie
Tél (LG) : +216 70 72 84 50
Fax : +216 70 72 84 05
RC : B1114411996 - MF : 048096 HAM 000
Email : administration@finor.com.tn

GROUPE « BIAT »

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES – EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

**Mesdames, Messieurs les actionnaires,
de la Banque Internationale Arabe de Tunisie « BIAT »**

Rapport sur les états financiers consolidés

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés du Groupe de la Banque Internationale Arabe de Tunisie « BIAT », comprenant le bilan consolidé et l'état des engagements hors bilan consolidé arrêtés au 31 décembre 2019, l'état de résultat consolidé et l'état des flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers, sont arrêtés par le Conseil d'Administration du 18 Mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de la crise sanitaire liée au covid-19 et font ressortir des capitaux propres positifs de **1 492 383 KDT**, y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice s'élevant à **344 770 KDT**.

A notre avis, les états financiers consolidés du Groupe de la Banque Internationale Arabe de Tunisie « BIAT » sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière du groupe au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises en vigueur en Tunisie.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Banque Internationale Arabe de Tunisie « BIAT » conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée.

Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiqués dans notre rapport :

Evaluation des engagements de la clientèle	
Question Clé d'Audit	Diligences accomplies
<p>Le groupe est exposé au risque de contrepartie aussi bien sur son portefeuille d'engagements directs que sur les engagements de signature donnés à la clientèle. Ce risque, inhérent à l'activité bancaire, constitue une zone d'attention majeure en raison de l'importance du jugement nécessaire à son estimation et de l'importance significative du poste des créances sur la clientèle dans le bilan du groupe (61%) et qui totalise, au 31 décembre 2019, 10 352 516 KDT ainsi que celle du coût net du risque associé au niveau du résultat de l'exercice et qui s'élève à 109 447 KDT en provisions individuelles et (2 018) KDT en provisions collectives.</p> <p>Les règles et méthodes comptables se rapportant à l'évaluation et la comptabilisation des créances douteuses et leur dépréciation, de même que des compléments d'information, sont donnés dans les notes annexes aux états financiers, respectivement à la note II-7 « Les règles d'évaluation des créances », la note IV-3 « Créances sur la clientèle » et la note VIII-3 « Dotations aux provisions et résultats des corrections de valeurs, hors bilan et passifs ».</p> <p>Du fait que l'évaluation des engagements et l'estimation des provisions impliquent un niveau de jugement important et compte tenu de l'importance des engagements de la clientèle, nous considérons que cette rubrique constitue un point clé d'audit.</p>	<p>Nous avons obtenu une compréhension des procédures mises en place par votre banque, et avons évalué la correcte mise en œuvre des contrôles clés, de même que leur capacité à prévenir et/ou détecter les anomalies significatives, en mettant l'accent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ le mécanisme de supervision mis en place en ce qui concerne le processus de dépréciation des engagements sur la clientèle ; ▪ la fiabilité des informations fournies par la Banque au sujet des clients dont les encours présentent des indicateurs de perte de valeur ; ▪ les procédures et contrôles définis par la Banque en vue d'assurer la gestion du risque de contrepartie, d'identifier les clients à classer et à provisionner et de déterminer le niveau minimum de provision requis par la réglementation bancaire. <p>Dans nos procédures d'examen des engagements de la clientèle, nous avons adopté une approche par les risques en matière d'échantillonnage.</p> <p>Nous avons évalué la capacité de remboursement des débiteurs et évalué la classification, en tenant compte des retards de paiements, de l'information financière des débiteurs, des perspectives futures d'activité, des rapports d'évaluation des garanties et d'autres informations disponibles.</p>

Evaluation du portefeuille titres d'investissement

Question Clé d'Audit	Diligences accomplies
<p>Le groupe procède, à chaque date de clôture, à l'évaluation de son portefeuille titres d'investissement. Cette évaluation constitue une zone d'attention majeure en raison de l'importance du jugement nécessaire à son estimation et de l'importance significative du poste « Portefeuille d'investissement » dans le bilan du groupe (10%) et qui totalise, au 31 décembre 2019, 1 730 365 KDT, ainsi que le poids des revenus s'y rattachant au niveau du résultat de l'exercice et qui s'élèvent à 106 149 KDT.</p>	<p>Nos diligences d'audit du portefeuille d'investissement ont, notamment, consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Vérifier les procédures de contrôle interne mises en place par la banque à cet égard, notamment en matière de suivi et d'évaluation de ces actifs et effectuer des tests de contrôle d'application à ce titre.▪ S'assurer du respect des règles édictées par la norme comptable NCT 25 relative au portefeuille titres dans les établissements bancaires.▪ Apprécier la pertinence de la méthodologie retenue par la banque en matière d'exhaustivité de prise en compte des revenus des titres d'investissement, leur évaluation et leur rattachement à l'exercice, notamment en examinant les bases et les modalités de leur détermination selon les informations disponibles.▪ Vérifier le caractère approprié de la méthode de valorisation retenue pour chaque catégorie de titre et que celle-ci est adaptée à la nature, aux caractéristiques et aux circonstances de l'investissement réalisé.▪ Apprécier le caractère raisonnable de l'évaluation de chaque catégorie de titres d'investissement et vérifier les modalités de détermination et de comptabilisation des provisions requises.▪ Vérifier l'exactitude des données relatives au portefeuille titres d'investissement fournies dans les notes aux états financiers.

Les compléments d'information sur les titres d'investissement sont donnés dans les notes annexes aux états financiers, respectivement à la note IV-5 « Portefeuille titres d'investissement » et la note VIII-1-4 « Revenus du portefeuille d'investissement ».

Du fait que l'évaluation des titres d'investissement implique un niveau de jugement important eu égard aux spécificités des méthodes utilisées et compte tenu de l'importance du poste « Portefeuille d'investissement », nous considérons que cette rubrique constitue un élément clé d'audit.

La prise en compte des intérêts et revenus assimilés des opérations de crédits

Question Clé d'Audit	Diligences accomplies
<p>Ainsi qu'il est indiqué dans la note aux états financiers consolidés VIII-1-1, les intérêts et revenus assimilés des opérations de crédits s'élèvent, au 31 décembre 2019, à 1 093 005 KDT et représentent la rubrique la plus importante des produits d'exploitation du groupe (67%).</p> <p>En raison de leur composition, leurs montants, et les spécificités des règles de leur comptabilisation, ainsi que le volume important des transactions et la complexité des règles de calcul des produits réservés, même de légères modifications des taux d'intérêt et des durées pourrait avoir un impact significatif sur les produits nets bancaires et, par conséquent, sur le résultat de l'exercice et les capitaux propres du groupe.</p> <p>C'est pour cette raison que nous considérons que cette rubrique constitue un élément clé d'audit.</p>	<p>Nos diligences d'audit des intérêts et revenus assimilés des opérations de crédits ont, notamment, consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Examiner le système d'information, les politiques, les processus et les contrôles mis en place en vue de la reconnaissance des revenus des opérations de crédit.▪ Vérifier l'application effective des contrôles automatisés ou manuels mis en place.▪ Réaliser des procédures analytiques substantives sur l'évolution des encours, des intérêts et des revenus assimilés.▪ Vérifier le respect de la norme comptable NCT 24 « Les engagements et revenus y afférents dans les établissements bancaires » en matière de prise en compte des revenus et de séparation des exercices comptables.▪ Réaliser, par la technique d'échantillonnage, des tests de détail sur les états de calcul de césure des produits de la banque.▪ Effectuer des tests pour vérifier la validité des états de réservation des produits, sur la base d'un échantillon représentatif.▪ Vérifier le caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers consolidés.

Paragraphe d'observation

Comme il est indiqué au niveau de la note IX « Evènements postérieurs à la date de clôture », le premier trimestre 2020 s'est caractérisé par le déclenchement d'une crise sanitaire sans précédent liée à la propagation du coronavirus (COVID-19) qui a été classée comme pandémie par l'organisation mondiale de la santé le 11 mars 2020, ayant affecté les pays du monde entier et dont les impacts définitifs sur l'ensemble de l'économie mondiale et des marchés monétaires et financiers demeurent incertains.

En vue d'atténuer les retentissements économiques et financiers de cette pandémie à l'échelle nationale, des mesures exceptionnelles à caractère économique et social ont été prises par les autorités publiques, dont notamment la mise en confinement général, la baisse du taux d'intérêt directeur le 100 points de base et le report, sous certaines conditions, des échéances de crédits accordés aux entreprises, aux professionnels et aux particuliers, relatives à la période allant du 1^{er} mars au 30 septembre 2020, tel que prévu par les circulaires de la BCT n°2020-06 du 19 Mars 2020 et n°2020-07 du 25 Mars 2020.

Les mesures de prévention du virus pouvant être renforcées davantage et perdurer dans le temps ainsi que le manque de visibilité sur les retombées économiques et sociales de cette épidémie, constituent des facteurs de risques pouvant avoir un impact défavorable sur les activités du groupe, ses résultats d'exploitation ainsi que la structure de ses emplois et ses ressources.

Cependant et compte tenu de la solidité de sa situation financière consolidée actuelle, le groupe BIAT dispose, à présent, de facteurs de résilience significatifs lui permettant de faire face à cette crise et d'assurer la continuité de ses activités.

A l'état actuel des choses et compte tenu de ce qui précède, il s'agit d'un évènement significatif postérieur au 31 Décembre 2019, qui ne donne pas lieu à des ajustements des états financiers consolidés clôturés à cette date et dont l'estimation de l'impact financier éventuel ne peut être faite d'une manière raisonnable pour le moment, étant donné l'évolution rapide de la situation.

Les présents états financiers consolidés sont arrêtés et autorisés pour publication par le Conseil d'Administration du 18 Mars 2020.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au Conseil d'Administration.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport, tel qu'arrêté par le Conseil d'Administration du 18 Mars 2020.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes du groupe dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers consolidés. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux

que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction de la banque et des responsables de la gouvernance pour les états financiers consolidés

La direction de la banque est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés, conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction de la banque qu'il incombe d'évaluer sa capacité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction de la banque a l'intention de liquider la banque ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de la banque de surveiller le processus d'information financière de la banque.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraude ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre:

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la conclusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriés dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction de la banque, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction de la banque du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la banque à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance de la banque notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance de la banque une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance et, leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance de la banque, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si les textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

Tunis, le 31 Mars 2020

Les commissaires aux comptes

**F.M.B.Z KPMG-TUNISIE
Kalthoum BOUGUERRA**

**FINOR
Walid BEN SALAH**

II- ETATS FINANCIERS CONSOLIDES



**GROUPE BANQUE
INTERNATIONALE ARABE
DE TUNISIE**

**ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DE
L'EXERCICE
2019**



BILAN CONSOLIDE
Arrêté au 31 Décembre 2019
(En Milliers de dinars)

	Note	31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
ACTIFS					
Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	IV-1	1 473 077	1 496 901	(23 824)	-1,59%
Créances sur les établissements bancaires et financiers	IV-2	1 678 508	1 013 947	664 561	65,54%
Créances sur la clientèle	IV-3	10 352 516	10 632 421	(279 905)	-2,63%
Portefeuille-titres commercial	IV-4	647 600	722 668	(75 068)	-10,39%
Portefeuille d'investissement	IV-5	1 730 365	1 729 413	952	0,06%
Titres mis en équivalence	IV-6	9 993	3 848	6 145	159,69%
Valeurs immobilisées	IV-7	376 954	342 252	34 702	10,14%
Ecart d'acquisition net (GoodWill)	IV-8	7 396	9 054	(1 658)	-18,31%
Autres actifs	IV-9	609 862	561 340	48 522	8,64%
Total des actifs		16 886 271	16 511 844	374 427	2,27%
PASSIFS					
Banque Centrale et CCP	V-1	1 201	722	479	66,34%
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	V-2	1 259 962	2 427 567	(1 167 605)	-48,10%
Dépôts et avoirs de la clientèle	V-3	12 641 443	11 301 779	1 339 664	11,85%
Emprunts et ressources spéciales	V-4	196 747	223 363	(26 616)	-11,92%
Autres passifs	V-5	791 083	771 300	19 783	2,56%
Total des passifs		14 890 436	14 724 731	165 705	1,13%
INTERETS MINORITAIRES					
Part des minoritaires dans les réserves consolidés	VI	478 495	530 904	(52 409)	-9,87%
Part des minoritaires dans le résultat consolidé	VI	24 957	24 262	695	2,86%
Total des intérêts minoritaires		503 452	555 166	(51 714)	-9,32%
CAPITAUX PROPRES					
Capital		170 000	170 000	-	-
Réserves consolidés		977 610	800 796	176 814	22,08%
Autres capitaux propres		3	3	-	-
Résultat consolidé de l'exercice		344 770	261 148	83 622	32,02%
Total des capitaux propres	VII	1 492 383	1 231 947	260 436	21,14%
Total des passifs et des capitaux propres		16 886 271	16 511 844	374 427	2,27%

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDE

Arrêté au 31 Décembre 2019

(En Milliers de dinars)

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
PASSIFS EVENTUELS				
Cautions, avals et autres garanties données	2 422 407	2 367 272	55 135	2,33%
a- En faveur des établissements bancaires et financiers	726 225	773 304	(47 078)	-6,09%
b- En faveur de la clientèle	1 696 182	1 593 969	102 213	6,41%
Crédits documentaires	581 067	692 143	(111 076)	-16,05%
a- En faveur de la clientèle	508 163	653 357	(145 194)	-22,22%
b- Autres	72 904	38 786	34 118	87,96%
Total des passifs éventuels	3 003 474	3 059 415	(55 941)	-1,83%
ENGAGEMENTS DONNES				
Engagements de financements donnés	1 011 266	739 573	271 693	36,74%
En faveur de la clientèle	1 011 266	739 573	271 693	36,74%
Engagements sur titres	2 135	2 838	(703)	-24,77%
a- Participations non libérées	2 118	2 796	(678)	-24,25%
b- Titres à recevoir	17	42	(25)	-59,52%
Total des engagements donnés	1 013 401	742 411	270 990	36,50%
ENGAGEMENTS REÇUS				
Garanties reçues	5 023 584	4 976 621	46 963	0,94%
Total des engagements reçus	5 023 584	4 976 621	46 963	0,94%

ETAT DE RESULTAT CONSOLIDE
Période du 1er Janvier au 31 décembre 2019
(En Milliers de dinars)

	Note	Exercice 2019	Exercice 2018	Variation	En %
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE					
Intérêts et revenus assimilés	VIII-1-1	1 093 005	893 885	199 120	22,28%
Commissions (en produits)	VIII-1-2	302 512	281 007	21 505	7,65%
Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	VIII-1-3	140 523	124 184	16 339	13,16%
Revenus du portefeuille d'investissement	VIII-1-4	106 149	96 456	9 693	10,05%
Total des produits d'exploitation bancaire		1 642 189	1 395 532	246 657	17,67%
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE					
Intérêts encourus et charges assimilées	VIII-2-1	(537 540)	(419 357)	(118 183)	28,18%
Sinistres payés sur opérations d'assurances	VIII-2-2	(57 639)	(52 792)	(4 847)	9,18%
Commissions encourues	VIII-2-3	(4 105)	(3 328)	(777)	23,35%
Pertes sur portefeuille-titres commercial et opérations financières		(113)	(182)	69	-37,91%
Total des charges d'exploitation bancaire		(599 397)	(475 659)	(123 738)	26,01%
Produit Net Bancaire		1 042 792	919 873	122 919	13,36%
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	VIII-3	(122 914)	(135 388)	12 474	-9,21%
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	VIII-4	(10 461)	(2 285)	(8 176)	357,81%
Autres produits d'exploitation	VIII-5	52 440	42 243	10 197	24,14%
Frais de personnel	VIII-6	(240 738)	(237 150)	(3 588)	1,51%
Charges générales d'exploitation	VIII-7	(176 354)	(149 535)	(26 819)	17,93%
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	VIII-8	(44 816)	(42 084)	(2 732)	6,49%
Résultat d'exploitation		499 949	395 674	104 275	26,35%
Quote part dans les résultats des Sociétés mises en équivalence		(302)	(442)	140	-31,67%
Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires	VIII-9	(4 406)	453	(4 859)	-1072,63%
Impôt sur les bénéfices	VIII-10	(125 146)	(100 366)	(24 780)	24,69%
Résultat des activités ordinaires		370 095	295 319	74 776	25,32%
Part de résultat revenant aux minoritaires		(24 957)	(24 262)	(695)	2,86%
Résultat des activités ordinaires du groupe		345 138	271 057	74 081	27,33%
Solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaires		(368)	(9 909)	9 541	-96,29%
Résultat net consolidé de l'exercice du groupe		344 770	261 148	83 622	32,02%
Effet des modifications comptables nettes d'impôt différé		-	-	-	-
Résultat net de l'exercice après modifications comptables		344 770	261 148	83 622	32,02%

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

Période du 1er Janvier au 31 décembre 2019

(En Milliers de dinars)

	Exercice 2019	Exercice 2018
ACTIVITES D'EXPLOITATION		
Produits d'exploitation bancaire encaissés (hors revenu du portefeuille d'investissement)	1 578 542	1 333 663
Charges d'exploitation bancaire décaissées	(628 148)	(516 542)
Dépôts / Retraits dépôts auprès d'autres établissements bancaires et financiers	(23 961)	(47 486)
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle	204 674	(1 289 613)
Dépôts / Retraits dépôts auprès de la clientèle	1 306 455	958 158
Titres de placement / Titres de transaction	31 185	(1 366)
Sommes versées au personnel et créditeurs divers	(419 881)	(370 511)
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	8 729	99 938
Impôts sur les sociétés	(128 265)	(103 347)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	1 929 330	62 894
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement	110 927	87 578
Acquisitions / cessions sur portefeuille d'investissement	(62 276)	(60 835)
Acquisitions / cessions sur immobilisations	(70 775)	(112 146)
Flux de trésorerie net affectés aux activités d'investissement	(22 124)	(85 403)
ACTIVITES DE FINANCEMENT		
Emission / Remboursement d'emprunts	(51 411)	4 139
Augmentation / diminution ressources spéciales	12 811	(6 887)
Dividendes versés et autres distributions	(95 122)	(83 573)
Autres flux de financement	(29 746)	(77 038)
Flux de trésorerie net affectés aux activités de financement	(163 468)	(163 359)
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de l'exercice	1 743 738	(185 868)
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice	227 403	413 271
Liquidités et équivalents de liquidités en fin d'exercice	1 971 141	227 403

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Arrêtées au 31 Décembre 2019

Note I – Principes Généraux

Les états financiers consolidés du Groupe BIAT sont établis conformément aux règles et aux principes comptables édictés par la loi n° 96-112 du 30-12-1996 relative au système comptable des entreprises et par les Normes Comptables Tunisiennes relatives notamment aux opérations spécifiques aux établissements bancaires, à la consolidation des états financiers et aux regroupements d'entreprises (NCT 35, 36, 37, 38 et 39).

Les états financiers sont présentés selon le modèle défini par la Norme Comptable Tunisienne n°21 relative à la présentation des états financiers des établissements bancaires.

Note II – Règles comptables appliquées pour l'arrêté des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont arrêtés au 31-12-2019 en appliquant les dispositions et les règles prévues notamment par la loi n° 2001-117 du 06/12/2001 complétant le Code des Sociétés Commerciales et par les normes comptables relatives à la consolidation des états financiers et aux regroupements d'entreprises. Parmi ces règles, nous décrivons ci-après celles relatives au périmètre de consolidation, aux méthodes de consolidation, aux retraitements et éliminations, au traitement de l'impôt et à l'écart d'acquisition des titres.

II-1. Le périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est composé de toutes les sociétés sur lesquelles la BIAT exerce directement ou indirectement par ses sociétés consolidées un contrôle exclusif et des sociétés sur lesquelles elle exerce une influence notable.

II-2. Les méthodes de consolidation adoptées

II-2.1 La méthode de l'intégration globale

Les sociétés qui sont contrôlées exclusivement par la Banque (dont le pourcentage de contrôle est supérieur à 40%) et les sociétés dont l'activité se situe dans le prolongement des activités bancaires ou des activités connexes sont consolidées selon la méthode d'intégration globale.

Cette méthode consiste à substituer au montant des titres de participation les éléments d'actif, de passif, de charges et de produits de chacune des sociétés consolidées, en indiquant la part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres consolidés et dans les résultats consolidés de l'exercice.

II-2.2 La méthode de mise en équivalence

Les sociétés dans lesquelles la BIAT exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. L'influence notable est présumée dès lors que l'entité qu'elle consolide détient 20 % au moins des droits de vote tout en ayant le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle de la société détenue et sans, toutefois, exercer un contrôle sur ces politiques.

Cette méthode consiste à substituer au montant des titres de participation la part du groupe de la Banque dans les capitaux propres y compris le résultat de l'exercice des sociétés mises en équivalence.

II-3. Les retraitements et éliminations

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes de comptabilisation et d'évaluation des sociétés sont effectués.

Les créances, les dettes et les engagements réciproques ainsi que les charges et produits réciproques sont éliminés.

L'effet sur le bilan, le hors bilan et l'état de résultat consolidés des opérations internes au groupe est éliminé.

Les dividendes intra groupe, les provisions sur titres consolidés et les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les sociétés du groupe sont neutralisés.

II-4. La date de clôture

Les états financiers consolidés sont établis à partir des comptes annuels individuels qui sont arrêtés au 31 décembre 2019 pour l'ensemble des sociétés du groupe.

II-5. Le traitement de l'impôt

La charge d'impôt sur les sociétés consolidées comprend l'impôt exigible des différentes sociétés corrigé par l'effet des impôts différés provenant des différences temporelles imputables aux décalages entre la date de constatation comptable et la date d'imposition fiscale.

II-6. L'écart d'acquisition des titres

Les écarts positifs constatés, lors de l'acquisition des titres consolidés, entre leur prix de revient et la quote-part dans les fonds propres nets sont portés à l'actif du bilan sous la rubrique Goodwill. Ces écarts ne sont pas affectés aux éléments du bilan et amortis en fonction des perspectives de retour sur investissement au moment de l'acquisition. La durée d'amortissement retenue est de vingt ans.

Le Goodwill négatif est constaté parmi les produits de l'exercice.

II-7. Les règles d'évaluation des créances

Conformément aux dispositions prévues par les normes comptables sectorielles des établissements bancaires et par la circulaire n°91-24 du 17-12-1991 de la Banque Centrale de Tunisie, une évaluation de l'ensemble des créances de la Banque a été effectuée sur la base de la situation arrêtée au 31-12-2019 et compte tenu des événements postérieurs à cette date.

Cette évaluation a été accompagnée d'une appréciation de l'ensemble des garanties déductibles au sens de la circulaire n°91-24 de la Banque Centrale de Tunisie relative aux règles prudentielles.

Ces deux opérations ont conduit la Banque à déterminer un montant de provisions requises, un montant de la dotation aux provisions relative à l'année 2019 et un montant des produits réservés.

Note III – Les sociétés retenues dans le périmètre de consolidation

Au 31 Décembre 2019, le périmètre de consolidation du groupe BIAT se présente comme suit :

	31/12/2019		31/12/2018	
	Taux de contrôle (en %)	Taux d'intérêt (en %)	Taux de contrôle (en %)	Taux d'intérêt (en %)
Banque Internationale Arabe de Tunisie	100,00	100,00	100,00	100,00
BIAT Capital	99,94	99,94	99,94	99,94
BIAT Assets Management	99,40	99,40	99,40	99,40
BIAT Capital risque	98,08	98,08	98,08	98,08
Compagnie Internationale Arabe de Recouvrement	100,00	100,00	100,00	100,00
SICAF BIAT	100,00	100,00	100,00	100,00
Société de Promotion Immobilière Arabe de Tunisie	100,00	100,00	100,00	100,00
Société de Promotion Touristique	50,76	50,76	50,76	50,76
Organisation et Service Informatique	100,00	100,00	100,00	100,00
Société la PROTECTRICE	99,99	99,99	99,99	99,99
Assurances BIAT	94,48	94,48	94,48	94,48
Société FAIZA	42,31	42,31	42,31	42,31
SICAV Opportunity	89,06	89,06	72,78	72,78
SICAV Trésor	9,39	6,35	4,24	0,85
SICAV Prosperity	10,23	10,23	5,70	5,70
Société Générale de Placement	100,00	100,00	100,00	100,00
Société TAAMIR	100,00	100,00	100,00	100,00
Société Golf Sousse Monastir	62,18	57,15	62,18	57,15
Société Palm Links Immobilière	50,00	50,00	50,00	50,00
Société Tanit International	67,30	67,30	67,30	67,30
Société Tunisie Titrisation	98,80	98,69	98,80	98,69
Société de pôle de compétitivité de Monastir	59,99	59,99	52,49	52,49
SICAV PATRIMOINE Obligataire	2,52	1,19	1,70	1,38
Fonds commun de créances 1	100,00	100,00	100,00	100,00
Société tunisienne de promotion des pôles immobiliers et industriels	25,00	25,00	25,00	25,00
Fonds Commun de placement Epargne Actions	0,41	0,41	0,53	0,52
Fonds commun de créances 2	100,00	100,00	78,57	77,98
Société Touristique Sahara Palace	100,00	67,30	100,00	67,30
Société de Promotion Touristique Mohamed V	76,16	76,16	76,16	76,16
Institut Tunis Dauphine	30,07	30,07	30,07	30,07
BIAT Consulting	100,00	99,93	100,00	99,93
STE DE PROMOTION TOURISTIQUE (SPT) SFAX	82,76	82,75	82,76	82,75
BIAT France	100,00	100,00	100,00	100,00
FCP Equity Performance	68,18	67,00	68,18	67,00
Société de Promotion Touristique Hammamet	30,00	30,00	30,00	30,00
Hammamet Leisure Company	40,00	40,00	40,00	40,00
INMA HOLDING	23,50	40,00	23,50	40,00
SKANES LOISIRS ET CULTURE	47,22	47,22	-	-
Fond d'amorçage ANAVA	37,04	37,04	-	-

III-2. Méthodes de consolidation

Au 31 Décembre 2019, les méthodes de consolidation du groupe BIAT se détaillent comme suit :

	31/12/2019	31/12/2018
Banque Internationale Arabe de Tunisie	Intégration Globale	Intégration Globale
BIAT Capital	Intégration Globale	Intégration Globale
BIAT Assets Management	Intégration Globale	Intégration Globale
BIAT Capital risque	Intégration Globale	Intégration Globale
Compagnie Internationale Arabe de Recouvrement	Intégration Globale	Intégration Globale
SICAF BIAT	Intégration Globale	Intégration Globale
Société de Promotion Immobilière Arabe de Tunisie	Intégration Globale	Intégration Globale
Société de Promotion Touristique	Intégration Globale	Intégration Globale
Organisation et Service Informatique	Intégration Globale	Intégration Globale
Société la PROTECTRICE	Intégration Globale	Intégration Globale
Assurances BIAT	Intégration Globale	Intégration Globale
Société FAIZA	Intégration Globale	Intégration Globale
SICAV Opportunity	Intégration Globale	Intégration Globale
SICAV Trésor	Intégration Globale	Intégration Globale
SICAV Prosperity	Intégration Globale	Intégration Globale
Société Générale de Placement	Intégration Globale	Intégration Globale
Société TAAMIR	Intégration Globale	Intégration Globale
Société Golf Sousse Monastir	Intégration Globale	Intégration Globale
Société Palm Links Immobilière	Intégration Globale	Intégration Globale
Société Tanit International	Intégration Globale	Intégration Globale
Société Tunisie Titrisation	Intégration Globale	Intégration Globale
Société de pôle de compétitivité de Monastir	Intégration Globale	Intégration Globale
SICAV PATRIMOINE Obligataire	Intégration Globale	Intégration Globale
Fonds commun de créances 1	Intégration Globale	Intégration Globale
Société tunisienne de promotion des pôles immobiliers et industriels	Mise en équivalence	Mise en équivalence
Fonds Commun de placement Epargne Actions	Intégration Globale	Intégration Globale
Fonds commun de créances 2	Intégration Globale	Intégration Globale
Société Touristique Sahara Palace	Intégration Globale	Intégration Globale
Société de Promotion Touristique Mohamed V	Intégration Globale	Intégration Globale
Institut Tunis Dauphine	Mise en équivalence	Mise en équivalence
BIAT Consulting	Intégration Globale	Intégration Globale
STE DE PROMOTION TOURISTIQUE (SPT) SFAX	Intégration Globale	Intégration Globale
BIAT France	Intégration Globale	Intégration Globale
FCP Equity Performance	Intégration Globale	Intégration Globale
Société de Promotion Touristique Hammamet	Mise en équivalence	Mise en équivalence
Hammamet Leisure Company	Intégration Globale	Intégration Globale
INMA HOLDING	Mise en équivalence	Mise en équivalence
SKANES LOISIRS ET CULTURE	Mise en équivalence	Hors périmètre
Fond d'amorçage ANAVA	Mise en équivalence	Hors périmètre

Note IV – Actifs du bilan

(Les chiffres sont exprimés en mD : milliers de Dinars Tunisiens)

IV-1. Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Le volume de ce poste a enregistré une baisse entre Décembre 2018 et Décembre 2019 de 23 824 mD ou 1,59% en passant d'une période à une autre de 1 496 901 mD à 1 473 077 mD. Ce poste se détaille comme suit :

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
Encaisses	137 915	150 772	(12 857)	-8,53%
Avoirs chez la BCT	1 335 073	1 346 040	(10 967)	-0,81%
Avoirs chez la CCP	89	89	-	-
Total Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	1 473 077	1 496 901	(23 824)	-1,59%

IV-2. Créances sur les établissements bancaires et financiers

Le volume de ce poste a enregistré une hausse entre Décembre 2018 et Décembre 2019 de 664 561 mD ou 65,54% en passant d'une période à une autre de 1 013 947 mD à 1 678 508 mD. Il se détaille comme suit:

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
Créances sur les établissements bancaires (a)	1 464 014	752 126	711 888	94,65%
Créances sur les établissements financiers (b)	214 494	261 821	(47 327)	-18,08%
Total Créances sur les établissements bancaires et financiers	1 678 508	1 013 947	664 561	65,54%

a) L'augmentation du volume de nos créances sur les établissements bancaires de 711 888 mD ou 94,65% qui est passé de 752 126 mD au 31/12/2018 à 1 464 014 mD au 31/12/2019 concerne les postes suivants :

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
Comptes de prêts à la BCT	602 656	406 178	196 478	48,37%
Comptes de prêts du marché interbancaire	784 233	290 559	493 674	169,90%
Créances rattachées sur prêts	1 804	2 781	(977)	-35,13%
Comptes correspondants NOSTRI	48 334	29 908	18 426	61,61%
Comptes correspondants LORI	3 388	490	2 898	591,43%
Créances rattachées sur comptes correspondants	1	5	(4)	-80,00%
Valeurs non imputées	23 598	22 205	1 393	6,27%
Total	1 464 014	752 126	711 888	94,65%

b) La diminution du total de nos créances sur les établissements financiers à hauteur de 47 327 mD ou 18,08% qui sont passées de 261 821 mD en Décembre 2018 à 214 494 mD en Décembre 2019 est dûe principalement à la baisse de nos concours en faveur des sociétés de Leasing. Cette rubrique se détaille comme suit :

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
Crédits accordés aux sociétés de leasing	171 353	233 959	(62 606)	-26,76%
Crédits accordés aux autres établissements financiers	39 002	24 647	14 355	58,24%
Créances et dettes rattachées	4 139	3 215	924	28,74%
Total	214 494	261 821	(47 327)	-18,08%

IV-3. Créances sur la clientèle

Les créances sur la clientèle sont composées des comptes débiteurs courants et classés, des autres concours courants et classés et des crédits sur ressources spéciales courants et classés.

Les créances douteuses brutes (classées) ainsi que les provisions requises couvrant les actifs classés sont déterminées conformément aux dispositions prévues aussi bien par la circulaire n°91-24 du 17-12-1991 de la Banque Centrale de Tunisie relative aux règles prudentielles que par les normes comptables applicables aux Etablissements Bancaires.

Le total net des créances sur la clientèle est passé de 10 632 421 mD en Décembre 2018 à 10 352 516 mD en Décembre 2019 enregistrant ainsi une baisse de 279 905 mD ou 2,63%. Il est ventilé comme suit :

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
Comptes débiteurs de la clientèle	1 292 636	1 172 644	119 992	10,23%
Autres crédits à la clientèle	9 559 034	9 890 514	(331 480)	-3,35%
Crédits sur ressources spéciales	57 599	62 236	(4 637)	-7,45%
Total	10 909 269	11 125 394	(216 125)	-1,94%
Provisions et agios réservés sur les crédits à la clientèle	(486 174)	(420 376)	(65 798)	15,65%
Provisions collectives	(70 579)	(72 597)	2 018	-2,78%
Total Créances sur la clientèle	10 352 516	10 632 421	(279 905)	-2,63%

IV-4. Portefeuille titres commercial

Le volume de ce poste est passé entre Décembre 2018 et Décembre 2019 de 722 668 mD à 647 600 mD, enregistrant ainsi une diminution de 75 068 mD ou 10,39%.

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
Titres de transaction	400 529	449 802	(49 273)	-10,95%
Titres de placement	247 071	272 866	(25 795)	-9,45%
Total Portefeuille-titres commercial	647 600	722 668	(75 068)	-10,39%

Cette variation provient d'une diminution du volume des titres de transactions de 49 273 mD ou 10,95% accompagnée par une diminution du total des titres de placement à hauteur de 25 795 mD ou 9,45%.

IV-5. Portefeuille titres d'investissement

Le total de ce poste est passé de 1 729 413 mD en Décembre 2018 à 1 730 365 mD en Décembre 2019, soit une augmentation de 952 mD ou 0,06%.

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
Encours brut des titres d'investissement	1 713 304	1 697 730	15 574	0,92%
Créances rattachés sur titres d'investissements	53 290	58 069	(4 779)	-8,23%
Provisions et agios réservés pour dépréciation du portefeuille d'investissement	(36 229)	(26 386)	(9 843)	37,30%
Total Portefeuille d'investissement	1 730 365	1 729 413	952	0,06%

IV-6. Titres mis en équivalence

Le total de ce poste est passé de 3 848 mD en Décembre 2018 à 9 993 mD en Décembre 2019, soit une augmentation de 6 145 mD ou 159,69%.

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
Institut Tunis Dauphine	195	100	95	95,00%
Société de Promotion Touristique Hammamet	2 985	3 060	(75)	-
Société tunisienne de promotion des pôles immobiliers et industriels	460	688	(228)	-33,14%
SKANES LOISIRS ET CULTURE	3 400	-	3 400	-
Fond d'amorçage ANAVA	2 953	-	2 953	-
Total Titres mis en équivalence	9 993	3 848	6 145	159,69%

IV-7. Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées sont comptabilisées pour leur valeur d'acquisition en hors taxes majorée de la TVA non récupérable à l'exception du matériel de transport qui figure au bilan pour son coût d'achat en toutes taxes comprises.

Les amortissements des valeurs immobilisées sont pratiqués selon la méthode d'amortissement linéaire et calculés selon les taux d'amortissement reconnus par la réglementation fiscale en vigueur à l'exception du fonds de commerce.

Les dotations aux amortissements sont déterminées et enregistrées sur la base de la valeur comptable des immobilisations et en fonction de la date d'acquisition de chaque élément d'immobilisation.

Les actifs immobilisés nets de leurs amortissements ont enregistré une augmentation de 34 702 mD ou 10,14 % en passant de 342 252 mD au 31/12/2018 à 376 954 mD au 31/12/2019.

Ces actifs immobilisés se détaillent comme suit :

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
Immobilisations incorporelles	81 938	78 458	3 480	4,44%
Amortissement des immobilisations incorporelles	(71 360)	(66 145)	(5 215)	7,88%
Immobilisations corporelles	566 071	534 644	31 427	5,88%
Amortissements des immobilisations corporelles	(259 704)	(240 528)	(19 176)	7,97%
Immobilisations en cours et avances	60 009	35 823	24 186	67,52%
Total Valeurs immobilisées	376 954	342 252	34 702	10,14%

IV-8. Ecart d'acquisition

Le total de ce poste est passé de 9 054 mD en Décembre 2018 à 7 396 mD en Décembre 2019, soit une diminution de 1 658 mD.

	Val Brute 31/12/2019	Amort cumulés 31/12/2019	VCN 31/12/2019	Val Brute 31/12/2018	Amort cumulés 31/12/2018	VCN 31/12/2018
Titres détenus par BIAT	20 633	(13 266)	7 367	20 351	(11 401)	8 950
SALLOUM	171	(128)	43	171	(121)	50
GSM	881	(881)	-	881	(881)	-
BCAP	16	(15)	1	16	(14)	2
ASSBIAT	10 802	(3 819)	6 983	10 802	(3 279)	7 523
BCR	95	(71)	24	95	(67)	28
SICAF	44	(31)	13	44	(29)	15
ELFEJJA	282	-	282	-	-	-
STI	6 540	(6 540)	-	6 540	(6 540)	-
STPI	12	(8)	4	12	(7)	5
SOPIAT	49	(32)	17	49	(30)	19
PROTECT	1 741	(1 741)	-	1 741	(435)	1 306
Titres détenus par SGP	1 015	(1 015)	-	1 015	(980)	35
OSI	78	(78)	-	78	(43)	35
GSM	937	(937)	-	937	(937)	-
Titres détenus par BCR	18	(18)	-	18	(18)	-
SICAF	18	(18)	-	18	(18)	-
Titres détenus par SICAF	308	(279)	29	308	(239)	69
TAAMIR	131	(112)	19	131	(105)	26
PROTECT	122	(122)	-	122	(90)	32
SGP	34	(29)	5	34	(27)	7
SOPIAT	21	(16)	5	21	(15)	6
Total	21 974	(14 578)	7 396	21 692	(12 638)	9 054

IV-9. Autres actifs

Le total de ce poste est passé de 561 340 mD en Décembre 2018 à 609 862 mD en Décembre 2019, enregistrant une augmentation de 48 522 mD ou 8,64%.

Ainsi, le total du bilan consolidé a enregistré entre Décembre 2018 et Décembre 2019, un accroissement de 374 427 mD ou 2,27%, en passant de 16 511 844 mD à 16 886 271 mD.

NOTE V – Passif du bilan*(Les chiffres sont exprimés en mD : milliers de Dinars Tunisiens)***V-1. BCT et CCP**

Le volume de ce poste est passé d'une période à l'autre de 722 mD à 1 201 mD, soit une augmentation de 479 mD ou 66,34%.

Cette variation est due principalement à une augmentation des chèques BCT en attente de règlement à hauteur de 389 mD ou 53,88% et à une augmentation du solde créditeur de nos comptes en devises tenus chez la BCT de 90 mD en Décembre 2019.

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
Chèques BCT en attente de règlement	1 111	722	389	53,88%
Comptes BCT en devises	90	-	90	-
Total Banque Centrale et CCP	1 201	722	479	66,34%

V-2. Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Le volume de ce poste est passé d'une période à l'autre de 2 427 567 mD à 1 259 962 mD, soit une diminution de 1 167 605 mD ou 48,1%.

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
Dépôts et avoirs des établissements bancaires	1 257 372	2 422 354	(1 164 982)	-48,09%
Dépôts des établissements financiers	2 590	5 213	(2 623)	-50,32%
Total Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	1 259 962	2 427 567	(1 167 605)	-48,10%

Cette variation est expliquée par :

* Une diminution des dépôts et avoirs des établissements bancaires de 1 164 982 mD ou 48,09%, qui sont passés de 2 422 354 mD en Décembre 2018 à 1 257 372 mD en Décembre 2019.

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
Emprunt en dinars auprès de la BCT	1 085 000	2 308 000	(1 223 000)	-52,99%
Emprunt en dinars auprès des banques	40 042	68 799	(28 757)	-41,80%
Dépôts des correspondants Banquiers	122 860	39 641	83 219	209,93%
Autres sommes dues	6 636	2 377	4 259	179,18%
Dettes rattachées	2 834	3 537	(703)	-19,88%
Dépôts et avoirs des établissements bancaires	1 257 372	2 422 354	(1 164 982)	-48,09%

* Une diminution des dépôts des établissements financiers de 2 623 mD ou 50,32%, qui sont passés de 5 213 mD en Décembre 2018 à 2 590 mD en Décembre 2019. Cette variation provient essentiellement des dépôts des sociétés de leasing.

V-3. Dépôts et avoirs de la clientèle

Les dépôts de la clientèle ont enregistré une augmentation de 1 339 664 mD ou 11,85%, en passant de 11 301 779 mD en Décembre 2018 à 12 641 443 mD en Décembre 2019. Cette augmentation provient des postes suivants :

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
Dépôts à vue	6 171 918	5 719 401	452 517	7,91%
Dépôts d'épargne	2 852 838	2 690 349	162 489	6,04%
Comptes à échéance	2 237 211	1 867 841	369 370	19,78%
Bons à échéance	263 392	260 023	3 369	1,30%
Certificats de dépôts marché monétaire	394 000	229 010	164 990	72,04%
Dettes rattachées	74 503	45 444	29 059	63,94%
Autres sommes dues	647 581	489 711	157 870	32,24%
Total Dépôts et avoirs de la clientèle	12 641 443	11 301 779	1 339 664	11,85%

V-4. Emprunts et ressources spéciales

Les emprunts et ressources spéciales ont enregistré une diminution de 26 616 mD ou 11,92%, en passant de 223 363 mD en Décembre 2018 à 196 747 mD en Décembre 2019. Cette augmentation provient des postes suivants :

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
Emprunts et dettes pour ressources spéciales	63 512	51 624	11 888	23,03%
Dettes rattachés sur ressources spéciales	124	158	(34)	-21,52%
Fonds publics	13 419	13 278	141	1,06%
Total fonds publics et des organismes extérieurs	77 055	65 060	11 995	18,44%
Emprunts subordonnés	114 306	152 234	(37 928)	-24,91%
Dettes rattachées aux emprunts	5 386	6 069	(683)	-11,25%
Total Emprunts et ressources spéciales	196 747	223 363	(26 616)	-11,92%

V-5. Autres passifs

Le total de ce poste est passé de 771 300 mD au 31 Décembre 2018 à 791 083 mD au 31 Décembre 2019, enregistrant une augmentation de 19 783 mD ou 2,56%.

NOTE VI – Intérêts minoritaires*(Les chiffres sont exprimés en mD : milliers de Dinars Tunisiens)*

Les intérêts minoritaires se détaillent par société consolidée comme suit :

Sociétés	31/12/2019		31/12/2018	
	Réserves	Résultat	Réserves	Résultat
BIAT Capital	2	-	2	-
BIAT Assets Management	4	5	4	5
BIAT Capital risque	151	99	148	30
Société de Promotion Immobilière Arabe de Tunisie	1	-	1	-
Société de Promotion Touristique	2 132	(10)	2 133	(1)
Assurances BIAT	2 294	615	2 080	441
SICAV Opportunity	64	(1)	210	(3)
SICAV Trésor	131 178	6 951	182 801	8 037
SICAV Prosperity	5 665	181	10 560	274
Société Golf Sousse Monastir	(155)	155	-	-
Société Palm Links Immobilière	138	2	140	(1)
Société Tanit International	6 323	133	5 248	1 075
Société Tunisie Titrisation	2	-	3	(1)
Société de pôle de compétitivité de Monastir	19 034	3 082	21 183	2 462
SICAV PATRIMOINE Obligataire	216 290	11 899	221 337	10 804
Fonds Commun de placement Epargne Actions	69 151	1 623	58 034	985
Fonds commun de créances 2	-	-	565	6
Société de Promotion Touristique Mohamed V	8 910	773	8 034	881
STE DE PROMOTION TOURISTIQUE (SPT) SFAX	2 724	(291)	3 176	(452)
FCP Equity Performance	3 891	107	4 193	75
Hammamet Leisure Company	10 696	(366)	11 052	(355)
Total	478 495	24 957	530 904	24 262

NOTE VII – Etat des capitaux propres*(Les chiffres sont exprimés en mD : milliers de Dinars Tunisiens)*

Le total des capitaux propres est passé entre Décembre 2018 et Décembre 2019 de 1 231 947 mD à 1 492 383 mD, enregistrant ainsi une augmentation de 260 436 mD ou 21,14%.

Sociétés	31/12/2019		31/12/2018	
	Réserves	Résultat	Réserves	Résultat
Banque Internationale Arabe de Tunisie	1 179 732	320 959	1 004 829	246 578
BIAT Capital	269	363	494	318
BIAT Assets Management	86	868	86	901
BIAT Capital risque	(324)	5 041	(435)	1 539
Compagnie Internationale Arabe de Recouvrement	5 248	4 688	4 943	3 805
SICAF BIAT	1 155	96	1 165	388
Société de Promotion Immobilière Arabe de Tunisie	(208)	297	(437)	208
Société de Promotion Touristique	(299)	(18)	(288)	(10)
Organisation et Service Informatique	177	(39)	184	(7)
Société la PROTECTRICE	(754)	(2 551)	198	(3 595)
Assurances BIAT	8 133	9 961	4 999	6 992
Société FAIZA	(684)	(3)	(681)	(3)
SICAV Opportunity	31	(4)	71	(7)
SICAV Trésor	(806)	471	(1 640)	69
SICAV Prosperity	134	21	126	17
Société Générale de Placement	1 584	65	1 488	50
Société TAAMIR	576	(27)	434	(36)
Société Golf Sousse Monastir	(20 140)	(632)	(19 202)	(731)
Société Palm Links Immobilière	29	2	31	(1)
Société Tanit International	(15 287)	274	(17 499)	2 212
Société Tunisie Titrisation	(502)	(10)	(423)	(78)
Société de pôle de compétitivité de Monastir	2 177	4 621	2 409	2 720
SICAV PATRIMOINE Obligataire	(286)	143	(32)	151
Fonds commun de créances 1	497	21	512	(9)
Société tunisienne de promotion des pôles immobiliers et industriels	(328)	(209)	(120)	(187)
Fonds Commun de placement Epargne Actions	46	7	59	5
Fonds commun de créances 2	32	17	3	24
Société Touristique Sahara Palace	(7 543)	(559)	(6 812)	(731)
Société de Promotion Touristique Mohamed V	4 562	2 469	1 760	2 814
Institut Tunis Dauphine	(800)	94	(743)	(56)
BIAT Consulting	297	(53)	195	191
STE DE PROMOTION TOURISTIQUE (SPT) SFAX	(1 323)	(1 395)	845	(2 168)
BIAT France	29	9	229	69
Société de Promotion Touristique Hammamet	(74)	-	-	-
FCP Equity Performance	474	216	2 054	152
Hammamet Leisure Company	(8 239)	(244)	(8 002)	(237)
INMA HOLDING	(200)	-	(1)	(199)
Fond d'amorçage ANAVA	142	(189)	-	-
Total Capital et Capitaux propres Groupe hors résultat	1 147 613	344 770	970 799	261 148

Société Consolidé	Méthode d'intégration	Capitaux propres donnée sociale	Elimination des titres	Const écarts d'acq bruts	Const amort/pertes val. EA	Neutr des div	Provisions et réévaluation	Ecart d'évaluation	Plus value interne	Impôt différé et autres	Réserves minoritaires	Total des capitaux propres
BIAT	Intégration Globale	1 138 572	-	-	-	12 861	25 730	-	(3 814)	6 383	-	1 179 732
BCAP	Intégration Globale	3 267	(2 998)	16	(14)	-	-	-	-	-	(2)	269
BAM	Intégration Globale	588	(498)	-	-	-	-	-	-	-	(4)	86
BCR	Intégration Globale	8 825	(8 045)	95	(67)	105	-	-	(1 086)	-	(151)	(324)
CIAR	Intégration Globale	1 297	(1 018)	-	-	-	-	-	2 592	2 377	-	5 248
SICAF	Intégration Globale	19 789	(19 000)	62	(47)	351	-	-	-	-	-	1 155
SOPIAT	Intégration Globale	46 915	(46 616)	70	(45)	21	-	-	(717)	165	(1)	(208)
SALLOUM	Intégration Globale	4 294	(2 548)	171	(120)	-	-	-	-	36	(2 132)	(299)
OSI	Intégration Globale	167	(24)	78	(43)	-	-	-	-	(1)	-	177
PROTECT	Intégration Globale	3 594	(4 699)	1 863	(526)	-	-	-	(1 311)	325	-	(754)
ASSBIAT	Intégration Globale	41 040	(38 624)	10 802	(3 279)	266	222	-	-	-	(2 294)	8 133
FAIZA	Intégration Globale	258	(542)	-	-	-	(400)	-	-	-	-	(684)
OPPRUNITY	Intégration Globale	585	(490)	-	-	-	-	-	-	-	(64)	31
TRESOR	Intégration Globale	145 028	(14 656)	-	-	-	-	-	-	-	(131 178)	(806)
PRESPERITY	Intégration Globale	6 311	(512)	-	-	-	-	-	-	-	(5 665)	134
SGP	Intégration Globale	2 830	(3 292)	34	(27)	345	1 694	-	-	-	-	1 584
TAAMIR	Intégration Globale	5 003	(4 655)	131	(105)	177	-	-	-	25	-	576
GSM	Intégration Globale	(4 055)	(4 134)	1 818	(1 818)	-	-	-	(18 453)	6 347	155	(20 140)
LINKS	Intégration Globale	277	(110)	-	-	-	-	-	-	-	(138)	29
STI	Intégration Globale	27 087	(28 299)	6 540	(6 540)	-	(2 447)	-	(7 406)	2 101	(6 323)	(15 287)
TITRIS	Intégration Globale	296	(796)	-	-	-	-	-	-	-	(2)	(502)
ELFEJJA	Intégration Globale	46 610	(26 647)	282	-	-	-	1 808	(1 123)	281	(19 034)	2 177
PATRIMOINE	Intégration Globale	221 771	(6 065)	-	-	298	-	-	-	-	(216 290)	(286)
FCC1	Intégration Globale	2 016	(1 519)	-	-	-	-	-	-	-	-	497
STPI	Mise en équivalence	667	(1 000)	12	(7)	-	-	-	-	-	-	(328)
FCP	Intégration Globale	69 437	(240)	-	-	-	-	-	-	-	(69 151)	46
FCC2	Intégration Globale	1 535	(1 503)	-	-	-	-	-	-	-	-	32
STSP	Intégration Globale	457	(8 000)	-	-	-	-	-	-	-	-	(7 543)
SPTMV	Intégration Globale	37 379	(23 910)	-	-	3	-	-	-	-	(8 910)	4 562
ITD	Mise en équivalence	62	(900)	-	-	-	-	-	-	38	-	(800)
BCO	Intégration Globale	797	(500)	-	-	-	-	-	-	-	-	297
SPTSFAX	Intégration Globale	17 054	(14 400)	-	-	-	-	-	(1 671)	418	(2 724)	(1 323)
BFR	Intégration Globale	2 950	(2 921)	-	-	-	-	-	-	-	-	29
PERFORMANCE	Intégration Globale	12 194	(7 829)	-	-	-	-	-	-	-	(3 891)	474
SPTH	Mise en équivalence	2 986	(3 060)	-	-	-	-	-	-	-	-	(74)
HLC	Intégration Globale	17 827	(15 370)	-	-	-	-	-	-	-	(10 696)	(8 239)
INMA	Mise en équivalence	-	(200)	-	-	-	-	-	-	-	-	(200)
AMORCAGE	Mise en équivalence	3 142	(3 000)	-	-	-	-	-	-	-	-	142
Total consolidé		1 892 252	(302 020)	21 974	(12 638)	14 427	24 799	1 808	(32 989)	18 495	(478 495)	1 147 613

Société Consolidé	Méthode d'intégration	Résultat social	Neutr dotations provisions	Neutr des div	Ret (+v) Interne	Const amort/pertes val. EA	Impôts différés et autres	Résultats des minoritaires	Résultat consolidé
BIAT	Intégration Globale	333 006	1 152	(12 861)	-	-	(338)	-	320 959
BCAP	Intégration Globale	364	-	-	-	(1)	-	-	363
BAM	Intégration Globale	873	-	-	-	-	-	(5)	868
BCR	Intégration Globale	5 249	-	(105)	-	(4)	-	(99)	5 041
CIAR	Intégration Globale	4 000	-	-	-	-	688	-	4 688
SICAF	Intégration Globale	191	258	(351)	-	(2)	-	-	96
SOPIAT	Intégration Globale	321	-	(21)	-	(3)	-	-	297
SALLOUM	Intégration Globale	14	-	-	-	(7)	(35)	10	(18)
OSI	Intégration Globale	(4)	-	-	-	(35)	-	-	(39)
PROTECT	Intégration Globale	(1 213)	-	-	-	(1 338)	-	-	(2 551)
ASSBIAT	Intégration Globale	11 604	(222)	(266)	-	(540)	-	(615)	9 961
FAIZA	Intégration Globale	(3)	-	-	-	-	-	-	(3)
OPPRUNITY	Intégration Globale	(5)	-	-	-	-	-	1	(4)
TRESOR	Intégration Globale	7 422	-	-	-	-	-	(6 951)	471
PRESPERITY	Intégration Globale	202	-	-	-	-	-	(181)	21
SGP	Intégration Globale	363	49	(345)	-	(2)	-	-	65
TAAMIR	Intégration Globale	152	-	(177)	-	(7)	5	-	(27)
GSM	Intégration Globale	(1 422)	-	-	-	-	945	(155)	(632)
LINKS	Intégration Globale	4	-	-	-	-	-	(2)	2
STI	Intégration Globale	(825)	1 225	-	-	-	7	(133)	274
TITRIS	Intégration Globale	(10)	-	-	-	-	-	-	(10)
ELFEJJA	Intégration Globale	7 703	-	-	-	-	-	(3 082)	4 621
PATRIMOINE	Intégration Globale	12 340	-	(298)	-	-	-	(11 899)	143
FCC1	Intégration Globale	21	-	-	-	-	-	-	21
STPI	Mise en équivalence	(208)	-	-	-	(1)	-	-	(209)
FCP	Intégration Globale	1 630	-	-	-	-	-	(1 623)	7
FCC2	Intégration Globale	17	-	-	-	-	-	-	17
STSP	Intégration Globale	(559)	-	-	-	-	-	-	(559)
SPTMV	Intégration Globale	3 245	-	(3)	-	-	-	(773)	2 469
ITD	Mise en équivalence	132	-	-	-	-	(38)	-	94
BCO	Intégration Globale	(53)	-	-	-	-	-	-	(53)
SPTSFAX	Intégration Globale	(1 686)	-	-	-	-	-	291	(1 395)
BFR	Intégration Globale	9	-	-	-	-	-	-	9
PERFORMANCE	Intégration Globale	323	-	-	-	-	-	(107)	216
HLC	Intégration Globale	(610)	-	-	-	-	-	366	(244)
AMORCAGE	Mise en équivalence	(189)	-	-	-	-	-	-	(189)
Total consolidé		382 398	2 462	(14 427)	-	(1 940)	1 234	(24 957)	344 770

NOTE VIII – Etat de résultat*(Les chiffres sont exprimés en mD : milliers de Dinars Tunisiens)***VIII-1. Les produits d'exploitation bancaire**

Le total de ce poste est passé de 1 395 532 mD au 31 Décembre 2018 à 1 642 189 mD au 31 Décembre 2019, enregistrant une augmentation de 246 657 mD ou 17,67%.

VIII-1-1. Les Intérêts et revenus assimilés

Les intérêts et revenus assimilés sont passés de 893 885 mD au 31/12/2018 à 1 093 005 mD au 31/12/2019, enregistrant une augmentation de 199 120 mD ou 22,28%. Cette variation est détaillée comme suit :

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
Intérêts sur comptes ordinaires banques	293	278	15	5,40%
Intérêts sur comptes de prêts interbancaires	9 699	9 995	(296)	-2,96%
Intérêts sur crédits à la clientèle	869 370	733 890	135 480	18,46%
Intérêts sur comptes débiteurs à la clientèle	139 456	105 827	33 629	31,78%
Intérêts et produits assimilés sur engagements de garantie	28 956	24 578	4 378	17,81%
Autres intérêts et revenus assimilés	45 231	19 317	25 914	134,15%
Total Intérêts et revenus assimilés	1 093 005	893 885	199 120	22,28%

VIII-1-2. Les commissions en produits

Les commissions en produits ont passés de 281 007 mD au 31/12/2018 à 302 512 mD au 31/12/2019, enregistrant une augmentation de 21 505 mD ou 7,65%. Cette variation est détaillée comme suit :

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
Commission sur opérations de change	2 922	2 398	524	21,85%
Commission sur engagements de financement	31 469	29 409	2 060	7,00%
Commission sur engagement de garantie	12 156	11 863	293	2,47%
Commission sur prestations de services financiers	69 098	61 191	7 907	12,92%
Commissions sur autres opérations bancaires	186 867	176 146	10 721	6,09%
Total Commissions (en produits)	302 512	281 007	21 505	7,65%

VIII-1-3. Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières

Ces gains totalisent 140 523 mD au 31/12/2019 contre 124 184 mD au 31/12/2018, soit une augmentation de 16 339 mD ou 13,16%.

		31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
Revenus des titres de transaction	(a)	5 780	6 598	(818)	-12,40%
Revenus sur titres de placement	(b)	30 631	35 698	(5 067)	-14,19%
Gains sur opérations de change et d'arbitrage	(c)	104 112	81 888	22 224	27,14%
Total Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières		140 523	124 184	16 339	13,16%

Cette augmentation est détaillée comme suit :

(a) Revenus des titres de transaction

Les produits des titres de transaction sont passés entre Décembre 2018 et Décembre 2019 de 6 598 mD à 5 780 mD, soit une diminution de 818 mD, ou 12,4%. Ces produits sont détaillés comme suit :

		31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
Intérêts des titres de transaction		6 988	6 173	815	13,20%
Plus ou moins-value de cession ou de remboursement		(1 208)	425	(1 633)	-384,24%
Total Revenus des titres de transaction		5 780	6 598	(818)	-12,40%

(b) Revenus des titres de placement

Les revenus des titres de placement, qui sont composés des intérêts perçus sur les obligations et des revenus des parts prioritaires des FCC, ont enregistré une diminution de 5 067 mD ou 14,19%, en passant d'une période à une autre de 35 698 mD à 30 631 mD.

		31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
Intérêts des obligations		30 600	35 602	(5 002)	-14,05%
Revenus des fonds communs de créances		31	96	(65)	-67,71%
Total Revenus sur titres de placement		30 631	35 698	(5 067)	-14,19%

(c) Gain net sur opérations de change

Les gains nets sur les opérations de change qui sont composés principalement des gains et des pertes provenant des opérations de change manuel, du change des devises au comptant et à terme sont passés de 81 888 mD au 31/12/2018 à 104 112 mD au 31/12/2019 enregistrant une augmentation de 22 224 mD ou 27,14%.

VIII-1-4. Revenus du portefeuille d'investissement

Les revenus du portefeuille d'investissement qui sont composés principalement des intérêts sur les titres d'investissement et des dividendes perçus sur les titres de participation et des produits sur titres en portage ont enregistré une augmentation de 9 693 mD ou 10,05% en passant d'une période à une autre de 96 456 mD à 106 149 mD.

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
Intérêts et revenus des titres d'investissement	99 724	92 236	7 488	8,12%
Revenus des titres participation	6 425	4 220	2 205	52,25%
Total Revenus du portefeuille d'investissement	106 149	96 456	9 693	10,05%

VIII-2. Les charges d'exploitation bancaire

Le total de ce poste est passé de 475 659 mD au 31 Décembre 2018 à 599 397 mD au 31 Décembre 2019, enregistrant une augmentation de 123 738 mD ou 26,01%.

Ces charges d'exploitation bancaire sont composées des postes suivants :

- Intérêts encourus et charges assimilées
- Sinistres payés sur opérations d'assurances
- Commissions encourues.
- Pertes sur portefeuille-titres commercial et opérations financières

VIII-2-1. Les Intérêts encourus et les charges assimilées

Les intérêts encourus et les charges assimilées sont passés de 419 357 mD au 31/12/2018 à 537 540 mD au 31/12/2019, enregistrant une augmentation de 118 183 mD ou 28,18%. Cette variation est détaillée comme suit :

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
Intérêts sur comptes ordinaires banques	267	1 154	(887)	-76,86%
Intérêts sur comptes d'emprunts interbancaires	5 463	2 459	3 004	122,16%
Intérêts sur dépôts de la clientèle	342 943	281 488	61 455	21,83%
Intérêts sur emprunt obligataire et subordonné	12 018	12 559	(541)	-4,31%
Intérêts sur ressources spéciales	1 381	1 520	(139)	-9,14%
Autres intérêts et charges	175 468	120 177	55 291	46,01%
Total Intérêts encourus et charges assimilées	537 540	419 357	118 183	28,18%

VIII-2-2. Sinistres payés sur opérations d'assurance

Les sinistres payés sur opérations d'assurance sont passés de 52 792 mD au 31/12/2018 à 57 639 mD au 31/12/2019, enregistrant une augmentation de 4 847 mD ou 9,18%.

VIII-2-3. Les Commissions encourues

Les commissions encourues sont passés de 3 328 mD au 31/12/2018 à 4 105 mD au 31/12/2019, enregistrant une augmentation de 777 mD ou 23,35%. Cette variation est détaillée comme suit :

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
Commissions sur opérations de trésorerie et opérations interbancaires	3 081	2 733	348	12,73%
Commissions sur autres opérations	1 024	595	429	72,10%
Total Commissions encourues	4 105	3 328	777	23,35%

VIII-3. Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, Hors bilan et passif

Le solde de cette rubrique enregistre au 31/12/2019 une dotation nette de 122 914 mD ventilé comme suit :

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
Dotation aux provisions sur créances et sinistres	(145 228)	(146 662)	1 434	-0,98%
Dotation aux provisions pour risques et charges	(19 262)	(7 627)	(11 635)	152,55%
Total des dotations	(164 490)	(154 289)	(10 201)	6,61%
Pertes sur créances	(49 404)	(95 681)	46 277	-48,37%
Total des dotations et des pertes sur créances	(213 894)	(249 970)	36 076	-14,43%
Reprise de provisions sur créances de la clientèle	87 037	105 393	(18 356)	-17,42%
Reprise de provisions pour pertes et charges	3 777	9 057	(5 280)	-58,30%
Total des reprises	90 814	114 450	(23 636)	-20,65%
Récupérations créances passées en perte	166	132	34	25,76%
Total des reprises et des récupérations sur créances	90 980	114 582	(23 602)	-20,60%
Solde	(122 914)	(135 388)	12 474	-9,21%

VIII-4. Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement

Le volume de cette rubrique enregistre au 31/12/2019 un solde en perte de 10 461 mD ventilé comme suit :

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
Dotation aux provisions sur titres de participation, portage et des fonds gérés	(10 514)	(2 695)	(7 819)	290,13%
Charges et pertes sur titres	(1 073)	(508)	(565)	111,22%
Total des dotations et des pertes sur portefeuille d'investissement	(11 587)	(3 203)	(8 384)	261,75%
Reprise de provisions sur titres de participation, portage et fonds gérés	891	844	47	5,57%
Plus value de cession des titres de participation	235	74	161	217,57%
Total des reprises	1 126	918	208	22,66%
Total des reprises et des récupérations sur portefeuille d'investissement	1 126	918	208	22,66%
Solde	(10 461)	(2 285)	(8 176)	357,81%

VIII-5. Autres produits d'exploitation

Cette rubrique est passée entre Décembre 2018 et Décembre 2019 de 42 243 mD à 52 440 mD, enregistrant ainsi une augmentation de 10 197 mD ou 24,14%.

VIII-6. Frais de personnel

Cette rubrique qui est composée principalement des salaires, des charges sociales et des autres charges de personnel, est passée entre Décembre 2018 et Décembre 2019 de 237 150 mD à 240 738 mD, enregistrant ainsi une augmentation de 3 588 mD ou 1,51%.

VIII-7. Charges générales d'exploitation

L'augmentation de 26 819 mD enregistrée entre Décembre 2018 et Décembre 2019 résulte d'une augmentation des frais d'exploitation non bancaires à concurrence de 10 085 mD et d'une augmentation des autres charges générales d'exploitation à hauteur de 16 734 mD.

VIII-8. Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations

Le solde de cette rubrique enregistre au 31/12/2019 un montant de 44 816 mD ventilé comme suit :

	31/12/2019	31/12/2018	Variation	En %
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	7 155	9 127	(1 972)	-21,61%
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	24 828	21 052	3 776	17,94%
Dotations aux amortissements des charges reportées	12 833	11 905	928	7,80%
Total	44 816	42 084	2 732	6,49%

VIII-9. Solde en gain ou en perte provenant des autres éléments ordinaires

Le solde de cette rubrique est une perte de 4 406mD qui provient essentiellement des plus-values sur cession d'immobilisation pour 208 mD, des autres gains ordinaires pour 433 mD et des autres pertes ordinaires pour 5 045 mD.

VIII-10. Impôt sur les bénéfices

Le solde de cette rubrique enregistre au 31/12/2019 un montant de 125 146 mD contre 100 366 mD au 31/12/2018, soit une augmentation de 24 780 mD ou 24,69%. Le solde de 2019 englobe le montant de la contribution sociale de solidarité calculée conformément aux dispositions prévues par l'article 39 de la Loi de Finances pour l'année 2020.

Note IX – Evènements postérieurs à la date de cloture

Le premier trimestre 2020 s'est caractérisé par le déclenchement d'une crise sanitaire sans précédent liée à la propagation du coronavirus (COVID-19) qui a été classée comme pandémie par l'organisation mondiale de la santé le 11 mars 2020, ayant affecté les pays du monde entier et dont les impacts définitifs sur l'ensemble de l'économie mondiale et des marchés monétaires et financiers demeurent incertains.

En vue d'atténuer les retentissements économiques et financiers de cette pandémie à l'échelle nationale, des mesures exceptionnelles à caractère économique et social ont été prises par les autorités publiques, dont notamment la mise en confinement général, la baisse du taux d'intérêt directeur le 100 points de base et le report, sous certaines conditions, des échéances de crédits accordés aux entreprises, aux professionnels et aux particuliers, relatives à la période allant du 1er mars au 30 septembre 2020, tel que prévu par les circulaires de la BCT n°2020-06 du 19 Mars 2020 et n°2020-07 du 25 Mars 2020.

Les mesures de prévention du virus pouvant être renforcées davantage et perdurer dans le temps ainsi que le manque de visibilité sur les retombées économiques et sociales de cette épidémie, constituent des facteurs de risques pouvant avoir un impact défavorable sur les activités du groupe, ses résultats d'exploitation ainsi que la structure de ses emplois et ses ressources.

Cependant et compte tenu de la solidité de sa situation financière consolidée actuelle, le groupe BIAT dispose, à présent, de facteurs de résilience significatifs lui permettant de faire face à cette crise et d'assurer la continuité de ses activités.

A l'état actuel des choses et compte tenu de ce qui précède, il s'agit d'un évènement significatif postérieur au 31 Décembre 2019, qui ne donne pas lieu à des ajustements des états financiers consolidés clôturés à cette date et dont l'estimation de l'impact financier éventuel ne peut être faite d'une manière raisonnable pour le moment, étant donné l'évolution rapide de la situation.

Les présents états financiers consolidés sont arrêtés et autorisés pour publication par le Conseil d'Administration du 18 Mars 2020.